

Monsieur Oscar Gauye, directeur des Archives fédérales à Berne, est décédé le 28 novembre 1990 après une longue maladie qui l'avait obligé tantôt à interrompre, tantôt à réduire son activité. Il avait conservé des liens étroits, mais discrets avec le Valais, son canton d'origine. Sollicité de collaborer à ce volume de Vallesia, il avait fourni le présent article quelques mois avant sa mort, en regrettant de ne pouvoir, pour cause de maladie, donner plus d'ampleur à son travail. La rédaction de Vallesia, en publiant cet article et en le plaçant en tête du volume, entend rendre hommage à Monsieur Oscar Gauye, l'ami, le travailleur acharné et l'historien compétent.

Les réactions des communes valaisannes au projet d'annexion par la France de la rive gauche du Rhône (1801-1802)

† Oscar GAUYE

Le contexte historique

Lorsqu'en 1797 Bonaparte crée la République cisalpine, le Valais forme encore deux contrées juridiquement distinctes : le Haut et le Bas-Valais. Allié aux treize cantons suisses, le Haut-Valais est une confédération de sept petits Etats, les dizains. Sujet du Haut depuis 1475, le Bas-Valais est, lui, administré par des gouverneurs nommés par le souverain¹. Cet état de choses touche cependant à sa fin. Depuis un certain temps, en effet, Bonaparte a une ambition : il tient à disposer d'une voie de communication avec la Cisalpine par la vallée du Rhône. La réalisation de ce projet exige cependant que la Révolution soit portée en Suisse et en Valais. Pour renverser l'ordre établi en Valais, il désigne le jacobin Michel-Ange Mangourit qui s'installe à St-Maurice avec le titre de résident. Comme le Bas-Valais supporte de moins en moins la suprématie du Haut et qu'en plus il est ouvert aux idées de liberté et d'égalité prônées par la Révolution française, la tâche de Mangourit s'en trouve facilitée. Le 28 janvier 1798, il fait dresser un arbre de liberté à St-Maurice ; le lendemain, les mandataires des communes du Bas-Valais proclament l'indépendance du pays. Les sept dizains déclarent alors renoncer à tous les droits souverains et reconnaître «pour le présent et l'avenir, tout le

¹ Anne-Joseph DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais, I (1798-1834)*. Publiés par André DONNET, dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*. Troisième série, t. V, Lausanne, 1961, p. 112. — Oscar GAUYE, *L'élaboration de la Constitution valaisanne du 12 mai 1815*, Sion, 1961, p. 15.

Bas-Vallais pour un peuple libre»². Comprenant désormais dix dizains, le Valais formerait-il une République indépendante, deviendrait-il partie intégrante de l'hypothétique République rhodanique ou bien sera-t-il incorporé à l'Helvétie ? Le Directoire français opte pour la troisième variante. Pensant que leur «salut politique» leur commande cette réunion, les assemblées communales acceptent, au début du mois d'avril 1798, de se rattacher à la République helvétique une et indivisible récemment constituée³. Mais à peine l'assemblée électorale chargée de doter le canton de l'organisation politique prévue par la Constitution helvétique du 12 avril 1798 s'est-elle réunie qu'un soulèvement, dicté par l'aversion pour le régime unitaire et par la volonté de maintenir l'existence de la religion catholique, éclate dans le Haut-Valais⁴. L'intervention de troupes françaises, vaudoises et bas-valaisannes oblige les insurgés à capituler. Mais ce n'est que partie remise. Mécontent des nouvelles institutions, de la promulgation par le législateur helvétique de deux lois relatives aux impôts et à l'organisation de la milice, nostalgique aussi des anciennes formes politiques, en particulier de la «démocratie populaire», le Haut-Valais se soulève une seconde fois au printemps 1799⁵. A nouveau, la rébellion est réprimée, mais à quel prix : pertes en vies humaines, destructions, détresse morale et matérielle des populations, pillages d'églises, profanations, réquisitions militaires françaises sont le lourd tribut que les Valaisans doivent payer. Au plan politique, note Michel Salamin, «cette insurrection marque le début de la désorganisation du régime helvétique en Valais. Malgré les efforts des autorités centrales, du préfet national [Charles-Emmanuel] de Rivaz et des partisans du régime nouveau, l'organisation constitutionnelle se meurt rapidement»⁶.

Les choses en sont là lorsqu'à la fin de l'année 1800, des militaires français occupés à des travaux de génie dans le district de St-Maurice répandent le bruit d'un projet de réunion du Valais à la France. Sensible aux craintes des habitants de ce district, le préfet national alerte le ministre de l'intérieur de la République helvétique, Albrecht Rengger. Le 2 janvier 1801, le Conseil exécutif charge Rengger d'informer de Rivaz qu'il «n'a aucun avis du projet dont il parle et qu'il a tout lieu de croire les inquiétudes des habitants du district de St-Maurice mal fondées»⁷. En fait, les estimations du gouvernement helvétique sont erronées : la France est bel et bien résolue de s'approprier près des deux tiers du Valais⁸. Le

² Pierre-Antoine GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 451-457. L'acte d'émancipation et d'indépendance accordé au Bas-Valais (1.2.1798) et sa ratification par le Grand bailli de la «République souveraine du Haut-Valais», Valentin Sigristen (15.2.1798), sont reproduits par GRENAT, *op. cit.*, pp. 456, 457.

³ GRENAT, *op. cit.*, pp. 467, 468, 470. — Sur la République rhodanique, voir : Michel SALAMIN, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, Extrait de *Vallesia*, t. XII, Sion, 1957, pp. 11-15, 19, 20.

⁴ SALAMIN, *op. cit.*, pp. 28, 29, 230, 231. — GRENAT, *op. cit.*, pp. 472 ss. — Charles-Emmanuel DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*, publiés par P.-A. GRENAT, Sion, 1890, p. 14.

⁵ SALAMIN, *op. cit.*, pp. 71-76, 232.

⁶ *Ibidem*, p. 221.

⁷ Archives fédérales (cité : AF), B 310, pp. 17, 18 ; B 545, pp. 243, 245. — *Aktensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik (1798-1803)*, bearbeitet von Johannes STRICKLER, VI. Band, Bern, 1897, pp. 675 ss, chiffres 1a ss. (cité : AS). — D'août 1800 à septembre 1801, la République helvétique a un Conseil législatif et un Conseil exécutif. En septembre et octobre 1801, elle a, en plus, une Diète. De novembre 1801 à avril 1802, elle a un Sénat fédéraliste et un Petit Conseil, avec un landammann.

⁸ Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 18.

Conseil exécutif ne tarde pas à s'en rendre compte. Suite à une lettre adressée à Talleyrand par son représentant à Paris, Pierre-Maurice Glayre, demandant que le principe de l'indépendance et de la neutralité de l'Helvétie «soit consacré dans une stipulation nouvelle» qui rectifie le traité d'alliance offensive et défensive conclu entre les deux républiques le 19 août 1798⁹, le ministre français des relations extérieures rédige un projet de traité¹⁰. Il y est dit en substance: la République helvétique renonce à ses «droits de souveraineté» sur le Valais «et les cède et les transporte à la République française; en conséquence, la France possédera en toute propriété et souveraineté le territoire du Valais des limites du Département du Mont-Blanc jusqu'au Simplon, voire à la montagne de la Fourche» (art. 5). «Le Valais fera partie intégrante du Département du Mont-Blanc...» (art. 6). «Les Valaisans sont déclarés Français...» (art. 7). Le 13 février, Bonaparte charge Talleyrand d'entamer sans retard «une négociation avec l'Helvétie par laquelle elle nous céderait tout le Valais jusqu'à Brigue et le Simplon jusqu'au Novarais, afin que cette route fût toujours libre pour la République»¹¹. Le 25 février, le ministre français, Charles-Frédéric Reinhard, demande à Louis Bégos, ministre helvétique des relations extérieures, l'ouverture de cette négociation qui, précise-t-il, devra durer moins d'un mois¹². Glayre négociera au nom de la République helvétique et Talleyrand pour la France.

Directement concernées par cette négociation, les autorités supérieures du Valais ne sont même pas informées de son ouverture¹³. C'est par des «avis particuliers venus de Berne» qu'elles sont mises au courant du marchandage qui se trame entre les deux républiques. Or, tandis qu'elles remettent au gouvernement helvétique un mémoire indiquant les raisons qui doivent le déterminer à conserver le Valais, et qu'une délégation de la Chambre administrative se rend à Berne pour plaider la cause des Valaisans¹⁴, les communes du Haut et du Bas-Valais ne restent pas inactives. Passant outre aux dispositions de la loi du 12 septembre 1800 interdisant la réunion de plusieurs personnes, pour se former en sociétés délibérantes et prendre des résolutions sur des objets politiques¹⁵; faisant fi également de la loi du 15 janvier 1801 interdisant les pétitions et adresses collectives concernant des objets généraux et politiques¹⁶, les communes organisent des assemblées de protestation et rédigent des adresses qu'elles font parvenir au gouvernement helvétique par l'intermédiaire du préfet national. Seules les communes du district de Brigue ne se joignent pas aux protestataires, empêchées qu'elles sont par le sous-préfet Jacques Theiler¹⁷. L'initiative des communes n'est pas du goût de Bonaparte. Au ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris, Philippe-Albert Stapfer, qui lui apprend le 23 mars 1801 que les Valaisans témoignent «par les adresses les plus énergiques et les plus touchantes leur vœu de rester uni(s) à leurs frères les

⁹ AF, Copies Paris, cart. 332, Paris, 6.1.1801.

¹⁰ *Ibidem*, «Projet de traité annexant le Valais à la France», 22.1.1801.

¹¹ Cité par SALAMIN, *op. cit.*, p. 138.

¹² AF, B 3373, p. 43. — AS, VI, p. 676, chiffre 3a.

¹³ SALAMIN, *op. cit.*, p. 139. — Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 18. — GRENAT, *op. cit.*, p. 524.

¹⁴ Ch.-E. DE RIVAZ, pp. 18-21. — SALAMIN, *op. cit.*, pp. 142-144.

¹⁵ AS, VI, pp. 133, 134 («Verbot politischer Vereine»).

¹⁶ *Ibidem*, pp. 556-558 («Gesetz über Bittschriften und Adressen»).

¹⁷ Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, pp. 23, 24. — SALAMIN, *op. cit.*, p. 145.

Helvétiques», Bonaparte réplique : «C'est une raison de plus pour terminer incessamment (la négociation). Il ne faut pas leur laisser le temps de multiplier de pareilles adresses... On ne peut pas toujours avoir égard au vœu d'une fraction du peuple. Si on se laissait paralyser par la volonté de pareilles fractions, jamais il ne se ferait rien de bon ni de grand.»¹⁸

Une première série d'adresses parvient au Conseil exécutif durant les mois de mars et avril 1801. Mais celui-ci n'y donne pas suite. Comment le pourrait-il dès lors qu'il a autorisé son négociateur, Glayre, «à signer l'abandon de cette portion du Valais qui s'étend sur la rive gauche du Rhône depuis Brig jusqu'à l'embouchure de ce fleuve dans le lac Léman»¹⁹.

D'avril à septembre 1801, la préoccupation majeure du Conseil exécutif est de faire sanctionner par la France un projet helvétique de charte fondamentale. Mais ce projet n'est pas agréé par le gouvernement français. Pour Bonaparte, ce n'est qu'«une misérable singerie» de la constitution de la France²⁰. Il lui substitue un «autre projet, qui me paraît ce qui vous convient. Je n'hésiterai point de lui attacher mon nom»²¹ : il s'agit du projet de constitution dite de la Malmaison.

Une diète helvétique élue en août se réunit à Berne le 7 septembre pour en délibérer. La question valaisanne est l'un des principaux objets de l'ordre du jour, et pour cause : le projet constitutionnel fait disparaître le Valais du nombre des cantons. L'article 3 stipule, en effet, que «la portion du Valais qui n'aura pas été cédée à la France sera réunie à un canton voisin»²². Craignant de mécontenter la France, la commission chargée d'examiner le projet de la Malmaison propose d'introduire dans la constitution «que la loi fixerait les limites du Valais»²³. Pour les députés valaisans, l'acceptation d'une telle formule équivaldrait à «abandonner à trop de hasards la destinée de leur pays»²⁴ ; ce serait aller à l'encontre du souhait de rester Suisses exprimé à maintes reprises par leurs autorités supérieures et par la quasi-totalité des communes et de leurs habitants. Le 28 septembre Antoine-Marie Augustini réitère aux membres de la diète la demande du Valais de demeurer partie intégrante de la Suisse. Son plaidoyer produit un tel effet qu'à une majorité de plus de soixante voix la diète déclare que «le Valais resterait canton et dans les anciennes limites»²⁵. Le lendemain, cette même assemblée proclame l'intégrité du territoire helvétique et précise que la République helvétique ne forme

¹⁸ AF, B 3360, pp. 393, 394. — AS, VI, pp. 695, 696, chiffre 38.

¹⁹ AS, VI, p. 730, chiffre 27. — En communiquant cette information à Bonaparte, Glayre précise cependant que cette cession «ne peut être isolée», un démembrement de cette importance exigeant des compensations territoriales équivalentes (*ibidem*). Le Fricktal est la compensation proposée par Bonaparte. Offre insuffisante estime l'autorité helvétique. En plus du Fricktal, la restitution à l'Helvétie de Bienne et de l'Erguel pourrait éventuellement la satisfaire (cf. note 18). Les compensations demandées par la République helvétique seront cependant précisées, le 4 mai 1802, dans un arrêté du Petit Conseil et, le lendemain, dans une note de Rengger au ministre plénipotentiaire de la République française en Suisse, Raymond de Verniac-Saint-Maur (AS, VII, pp. 1194, 1195, chiffres 35b, 37).

²⁰ AS, VI, p. 884.

²¹ *Ibidem*.

²² Carl HILTY, *Les constitutions fédérales de la Confédération suisse*, Neuchâtel, 1891, p. 342. — AS, VI, p. 933.

²³ Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 35.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ *Ibidem*. — AF, B 89, p. 61.

qu'un Etat²⁶; de quoi contenter la députation valaisanne, les autorités supérieures et les signataires des adresses. Malheureusement, Bonaparte relève le défi. N'a-t-il pas déclaré quelques mois auparavant que si on ne voulait pas lui céder la «portion du Valais sise sur la rive gauche du Rhône», il la prendrait. «Croyez-vous que trente millions d'âmes doivent se passer d'un grand avantage pour quelques milliers.»²⁷ Le 26 octobre, il ordonne l'occupation du Valais par trois bataillons commandés par le général Turreau, dont l'action, espère Talleyrand, «conduira insensiblement et sans trouble au but que l'on s'était proposé»²⁸: convaincre les Valaisans d'émettre le vœu d'être réunis à la France. Or, c'est le contraire qui se produit. En effet, malgré les destitutions illégales des autorités constitutionnelles prononcées par Turreau, malgré les injustices, les vexations, les réquisitions et la propagande francophile intense auxquelles il soumet la population, les Valaisans poursuivent la lutte. Les communes organisent des manifestations hostiles au général et rédigent de nouvelles adresses pour dénoncer les agissements de Turreau et réaffirmer leur attachement indéfectible à la Suisse. Plusieurs dizaines de ces adresses serviront d'ailleurs à la rédaction de la «Protestation» solennelle présentée «aux Landammanns et membres du Petit-Conseil» de la République helvétique, le 27 février 1802, par Pierre-Antoine de Preux au nom de 74 communes, dont les délégués auront gagné clandestinement Berne quelques jours auparavant²⁹.

L'échec de la mission confiée au général Turreau, la détermination et la résistance affichées par les Valaisans engagent Bonaparte à modifier ses plans. Au lieu d'annexer le Valais, il prend la décision, le 22 mars 1802, de l'ériger en République indépendante sous le protectorat commun des républiques française, cisalpine et helvétique, «c'est-à-dire trois fois sous le protectorat de la France»³⁰.

La forme des adresses

La qualité rédactionnelle des adresses des communes³¹ est inégale, d'où certaines difficultés de lecture et de compréhension. Ici, c'est l'écriture gothique allemande qui fait problème; là, l'orthographe presque phonétique des mots en français. Le vocabulaire utilisé et le caractère souvent inconséquent de la syntaxe exigent une attention soutenue.

²⁶ AF, B 89, p. 64. — AS, VII (Bern, 1899), p. 580, chiffre 11 et p. 592, art. 1^{er}.

²⁷ Cité par Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 25.

²⁸ Emile DUNANT, *Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798-1803*, dans *Quellen für Schweizer Geschichte*, t. 19, Basel, 1901, p. 473. Cité par SALAMIN, *op. cit.*, p. 155.

²⁹ Pour le texte de la «Protestation» et celui de sa présentation, voir: Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, pp. 108-117. — La «Protestation» a été appuyée en définitive «par le vœu explicite» de 93 communes, plusieurs d'entre elles ayant transmis directement au Petit Conseil leur adhésion à ce document. Leur nombre aurait été largement supérieur si toutes avaient été prévenues à temps du «voyage» de Berne (*ibidem*, pp. 117, 118, note 1).

³⁰ William MARTIN, *Histoire de la Suisse*. Avec une suite de Pierre BÉGUIN. *L'histoire récente (1928-1980)*, 8^e éd., Lausanne, 1980, p. 195.

³¹ Les adresses des communes à l'autorité helvétique sont conservées aux Archives fédérales à Berne, dans le Fonds *Archives centrales de la République helvétique 1798-1803*, principalement dans le volume B 799 *Actes relatifs à la séparation du Valais (1801-1802)*.

L'examen des adresses — individuelles ou collectives — révèle, par ailleurs, que la formulation de plusieurs d'entre elles est identique. Des communes ont vraisemblablement choisi cette manière de faire par facilité; d'autres, parce qu'elles ne disposaient pas de rédacteurs sachant «écrire convenablement».

Si, d'une manière générale, les adresses ont été votées dans le cadre des assemblées de citoyens, quelques-unes l'ont été au domicile de certains d'entre eux; d'autres par procuration:

— «...ceux qui se trouvent pas ici ont voté dans le lieu de leur demeure»³².

— «Le soussigné déclare pour témoignage de vérité que ladite déclaration a été libre et personnelle..., exception des quelques pères de plusieurs fils qui ont déclaré au nom de leursdits fils absents»³³.

La proportion des citoyens ne sachant pas écrire étant élevée, beaucoup se sont contentés de tracer leur «marque domestique», laissant le soin à une personne plus instruite d'écrire leur nom en regard de la marque, ou encore de charger des préposés de signer à leur place:

— «Comme plusieurs ne savent écrire, se signent de leur marque de maison»³⁴.

— «...pour foi, ils ont signé de mains propres ou ont fait signer leur nom en ajoutant leur marque domestique...»³⁵.

— «La présente déclaration unanime a été faite par toute la commune assemblée à la sortie des offices, à la place des publications ordinaires... Et comme un très petit nombre savent écrire, ils ont chargé tous ensemble les principaux préposés de la commune d'attester par leur signature que tel était leur sentiment»³⁶.

On observe aussi qu'un certain nombre d'adresses ont été signées par les municipalités, mais, précise la Chambre administrative, «il n'y a que celles qui étaient bien assurées de la majorité des opinions de leurs habitants qui l'aient fait...»³⁷.

Les adresses révèlent encore cette particularité, à savoir que même des municipaux ne savaient pas signer leur nom³⁸.

On le constate, un examen même sommaire de la forme des adresses envoyées à l'autorité helvétique apporte des informations pleines d'intérêt, notamment sur le degré d'instruction des Valaisans au début du XIX^e siècle. A elles seules ces adresses confirment les propos de Louis Boucard lorsqu'il déclare que «le tiers environ des hommes dans les localités de quelque importance ne savaient pas écrire. Cette proportion s'élevait souvent dans les petits villages et les hameaux de la montagne à 70-80 ou même 90%. Si l'on avait fait alors une statistique précise sur l'ensemble du Canton, en y comprenant les femmes ainsi que les enfants à partir de 12 ans, il est probable qu'on aurait constaté que la moitié seulement des Valaisans savaient quelque peu lire ou écrire»³⁹.

³² AF, B 799, p. 289 (Mollens, 10.1.1802). — Pour en faciliter la lecture, le texte de plusieurs citations a été modernisé.

³³ *Ibidem*, p. 287 (Anniviers, section d'Ayer, 14.1.1802).

³⁴ *Ibidem*, p. 310 (Lens, 1.1.1802).

³⁵ *Ibidem*, p. 297 (Anniviers, section de Grimentz, 13.1.1802).

³⁶ *Ibidem*, p. 402 (St-Martin, 26.12.1801).

³⁷ *Ibidem*, p. 104. — AS, VI, p. 699, chiffre 51.

³⁸ AF, B 799, p. 91 (Bagnes, Vollèges, 22.3.1801); p. 296 (Martigny, 21.2.1802).

³⁹ Louis BOUCARD, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830*, St-Maurice, 1938, p. 157.

Incapables d'écrire et sans doute aussi de lire, de très nombreux citoyens n'ont donc reçu qu'une information orale sur le pourquoi des adresses. Comment cette information a-t-elle été faite et comment a-t-elle été reçue ? Des procès-verbaux d'assemblées communales, s'il en existe, pourraient peut-être en apporter la réponse.

Le contenu des adresses

S'il fallait résumer par une formule lapidaire le contenu des adresses des communes, on pourrait dire qu'en 1801-1802 le vœu le plus cher de la très grande majorité des Valaisans est de demeurer Suisses. Pour la plupart des communes et de leurs habitants ce sentiment s'impose avec beaucoup de force : «Schweitzer waren wir, Schweitzer sind wir, Schweitzer begehren wir in Zukunft zu sein, und Glück und Unglück wollen wir mit unsern alten Brüdern theilen», proclame l'adresse de la commune de St-Nicolas⁴⁰. «...Schwizer begehren wir zu leben und Schwizer begehren wir zu sterben», souligne l'adresse de la commune de Termen⁴¹. Quant aux municipalités du district de Loèche, elles déclarent au Conseil exécutif que si la voix de leurs populations pouvait résonner jusqu'à lui, il entendrait l'appel général «Einig, Einig, Schwitzer, Schwitzer»⁴². D'autres communes du Haut-Valais invitent chaque Valaisan «bien pensant» qui veut rester Suisse, à faire connaître ce sentiment non seulement au gouvernement helvétique, mais aussi, au moyen de «feuilles publiques», aux parties contractantes de Lunéville, ainsi qu'à l'Europe tout entière⁴³. Sage recommandation, mais néanmoins utopique. Le traité de paix de Lunéville qui vient d'être conclu garantit, certes, à la Suisse son indépendance et le droit de s'organiser librement, mais ce droit «c'est le soldat corse» qui le garde dans sa main⁴⁴.

Pour montrer leur attachement à la Suisse, plusieurs communes font référence à l'histoire, tout en prenant certaines libertés avec elle. C'est le cas, notamment, des communes d'Hérémence, Evolène, Nendaz, St-Martin, Mase, Nax, Salins, Veysonnaz : «...nos vœux et nos plus grands désirs sont de transmettre à notre chère postérité le précieux dépôt de la liberté helvétique, que nos pères jaloux de la liberté nous ont confiée, et d'observer ponctuellement désormais comme du passé le serment que nos pères les premiers fondateurs de notre liberté prêtèrent dans le Rüttli, qui fut suivi des plus grands et plus heureux effets ; nous, les descendants de Tell, avons juré de demeurer à jamais, ...libres helvétiques. Ce serait certainement avec bien d'amertume qu'on nous retrancherait du vénérable

⁴⁰ AF, B 799, p. 94 (5.4.1801). — AS, VI, p. 698, chiffre 45.

⁴¹ AF, B 491, p. 679 (5.4.1801).

⁴² AF, B 799, p. 66 (15.3.1801).

⁴³ *Ibidem*, pp. 317 (Ausserberg), 361 (Gampel, Steg, Hotenn), 381 (Ergisch, Bratsch), 383 (Ober- u. Unterems), 385 (Eischoll), 387 (Guttet, Feschel), 389 (Varone, Inden), 403 (Kippel), 405 (Blatten), 407 (Ferden), 440 (Randa), 441 (Albinen), 475 (Loèche-les-Bains), 479 (Loèche), 483 (Salquenen). Bien que n'indiquant pas de date, l'adresse d'Ausserberg a sans doute été rédigée en février 1802 ; celle de Randa porte la date du 21.2.1802 ; toutes les autres celle du 19.2.1802.

⁴⁴ Johannes DIERAUER, *Histoire de la Confédération suisse*. Trad. de A. REYMOND, Lausanne, 1918, t. V, p. 107.

Corps, dans lequel nous et nos ancêtres avons eu des jours si doux et si tranquilles... Nos pères ont toujours été membres de cette ancienne République, nous le sommes, et désirons ardemment en être toujours»⁴⁵. Une adresse de la commune de St-Martin précise : «L'alliance étroite et ancienne du Vallais avec la Suisse, nos intérêts, nos habitudes, la conformité de nos mœurs, nous fera toujours chérir un gouvernement sous la protection duquel nous avons goûté les précieux avantages de la paix»⁴⁶. Les citoyens de Conthey «ont voté pour rester unis à la République helvétique leur ancienne patrie avec laquelle ils ont partagé trois cents ans de bonheur et dont ils se déclarent ne jamais vouloir s'en départir que par la force»⁴⁷. Ceux de la section d'Ayer, en Anniviers, déclarent notamment : «...appréhendant être forcés à changer notre ancien Nom Suisse pour une démembration d'avec les autres cantons de l'Helvétie, avec lesquels nous avons été étroitement unis et partagé les avantages précieux de la paix pendant la durée de passé trois cents ans, ..., protestons hautement et solennellement vouloir rester inviolablement attachés, et porter jusqu'à l'autre monde le Nom Suisse hérité de nos pères; nous déclarons en outre qu'il n'y aura que la force et la violence capables à nous détacher...»⁴⁸. Dans les communes du district de Sierre la nouvelle des visées de la France sur une partie du Valais est douloureusement ressentie : «Pendant des siècles nous étions Suisses, des Suisses fidèles et des Confédérés. Avec cette Nation glorieuse, nous ne formions qu'un seul peuple et un seul cœur. Nous étions fiers du nom Suisse. Nous partagions avec nos frères la joie et la souffrance, le bien-être et les nécessités, les paix et les guerres, les lauriers et les défaites; même la différence des opinions religieuses qui a éclaté par la suite n'a pas été à même de déchirer le lien sacré de l'amour fraternel et de la fidélité. Et maintenant, d'un seul coup, où nous avons l'espoir de goûter avec nos frères aux doux fruits de la paix depuis longtemps désirée,... nous ne devons plus rester Suisses, nous devons perdre ce nom si cher à notre cœur. Quelle blessure inguérissable.»⁴⁹

On le constate, l'attachement des Valaisans à la Suisse n'est pas une conséquence de la politique annexionniste de la France; il n'est pas dicté non plus par une quelconque sympathie pour le régime helvétique⁵⁰; c'est au contraire l'expression d'un sentiment qui plonge ses racines dans un passé quelque peu mythifié et qui se caractérise par un «vouloir vivre» avec une communauté dont on se sent proche.

Le sentiment d'appartenir depuis plusieurs siècles à la «Nation» suisse est exprimé dans beaucoup d'adresses par le mot «patrie». Dans une formulation à peu près identique, les communes de Randogne, Lens, Chermignon, Montana,

⁴⁵ AF, B 799, p. 98 (7.4.1801).

⁴⁶ *Ibidem*, p. 401 (27.12.1801).

⁴⁷ *Ibidem*, p. 397 (...1801).

⁴⁸ *Ibidem*, p. 285 (14.1.1802).

⁴⁹ *Ibidem*, pp. 35-40 (Sierre, Anniviers, Lens, St-Léonard, St-Maurice-de-Lagues, Venthône, Granges, Chalais, Miège, 12.3.1801). Grône n'y figure pas. — AS, VI, pp. 683, 684, chiffre 19. (Adaptation de l'allemand.)

⁵⁰ Nous n'avons trouvé qu'une adresse partisane du régime unitaire helvétique, celle des communes de Bagnes, Vollèges, Sembrancher, Orsières, Liddes, Bourg-St-Pierre. Ces communes veulent une constitution qui assure et maintienne l'unité et l'indivisibilité de la République helvétique. «...nos vœux sont totalement opposés à une constitution fédérative» (AF, B 799, pp. 89, 90).

Icogne, Chalais et Grône jurent et promettent à Dieu, au gouvernement helvétique et «à tous les saints du ciel et de la terre» d'être fidèles à la Suisse leur «Chère et ancienne patrie»⁵¹. «Si notre commune ne témoignait pas un sincère attachement pour notre patrie, nous ne mériterions pas d'être mis au nombre des bons citoyens», proclame l'adresse de St-Martin⁵². Le «peuple de Vionnaz, accablé sous le poids du malheur, pressé par la misère où l'a plongé le plus terrible des fléaux, est insensible dans le moment à tout autre sentiment qu'à celui de l'inquiétude et de la douleur d'être séparé de sa patrie; qu'il n'a d'autre désir et ne forme d'autres vœux que de pouvoir vivre et mourir dans son sein»⁵³. A Collonges et Arbignon, aucune voix «ne s'est élevée pour manifester une opinion contraire à celle que tout honnête homme doit à sa patrie»⁵⁴. Dans le district de Sembrancher, les communes de Bagnes, Vollèges, Sembrancher, Orsières, Liddes et Bourg-St-Pierre manifestent le désir «le plus sincère et le plus ardent de rester à jamais unis à l'Helvétie notre ancienne patrie»⁵⁵. Les citoyens de Massongex «ne voulant pas s'exposer à être traités d'enfants ingrats, et fidèles à leurs serments, ils se jettent dans le sein de la mère patrie»⁵⁶. «Le zèle ardent que nous inspire notre inviolable attachement à notre chère patrie, déclarent les citoyens de la commune de Sion, nous sollicite fortement de manifester nos vœux inaltérables pour le maintien de l'union de notre canton à la République helvétique, nous ne saurions différer plus longtemps à leur laisser un libre essor, sans trahir les sentiments qui caractérisent l'esprit de notre Nation, et qui ont immortalisé nos ancêtres; leur sang qui coule dans nos veines s'exprime aujourd'hui par notre bouche... Nous déclarons formellement que quel que puisse être le sort que la politique nous prépare, que nous nous soumettrons qu'à la force sans jamais oublier que le seul désir d'un véritable Helvétien est de vivre et mourir fidèle à sa patrie.»⁵⁷

Si les adresses font souvent référence à l'histoire ou à la patrie pour souligner l'appartenance des Valaisans à la communauté helvétique, elles n'invoquent guère la religion pour s'opposer au projet de rattachement du Valais à la France. Les deux ou trois adresses qui en font état veulent surtout, en cas de démembrement du Valais, que les populations touchées n'aient rien à craindre pour leur religion. C'est le cas des communes du district de Sierre qui posent la question de savoir comment les chefs «pourront convaincre les populations qu'elles n'ont rien à craindre pour leur religion, pour le service divin et pour leurs prêtres, alors que ces mêmes populations devront adopter des mœurs et des coutumes différentes et qu'une grande partie d'entre elles devront apprendre une autre langue»⁵⁸. C'est aussi la préoccupation des citoyens de Troistorrents qui demandent au Conseil exécutif d'intervenir et d'obtenir du gouvernement français le maintien du «Culte dans toute son intégrité et des fondations qui le concernent, à perpétuité, tel qu'on

⁵¹ AF, B 799, pp. 302 (Randogne, 10.1.1802), 309 (Lens, 11.1.1802), 312 (Chermignon, 12.1.1802), 314 (Montana, 12.1.1802), 315 (Icogne, 12.1.1802), 413 (Chalais, 16.1.1802), 495 (Grône, 17.1.1802).

⁵² Cf. note 46.

⁵³ AF, B 799, p. 51 (4.3.1802).

⁵⁴ *Ibidem*, p. 55 (4.3.1802).

⁵⁵ *Ibidem*, p. 90 (22.3.1801).

⁵⁶ *Ibidem*, p. 53 (6.3.1802).

⁵⁷ AF, B 587, pp. 385, 386 (7.1.1802).

⁵⁸ Cf. note 49.

a lieu de l'espérer sous le gouvernement helvétique, d'après ses promesses réitérées; car vaudrait-il autant leur plonger le poignard dans le sein que de porter la plus légère atteinte à leur Religion sans laquelle tous les bonheurs de la vie et la vie même leur deviendraient à charge»⁵⁹.

Le fait que la presque totalité des adresses ne mentionne pas la religion peut paraître surprenant alors qu'en 1798 «la crainte de l'influence des principes irrégieux que la France professait» avait été un des motifs essentiels du soulèvement du Haut-Valais⁶⁰. Faut-il en déduire qu'en 1801 les communes disposent d'indices leur permettant de croire que quelque chose a changé «sous le tolérant Bonaparte». Ce qui est certain, c'est qu'au moment où les communes s'apprêtent à rédiger les premières adresses, l'attitude religieuse des troupes françaises d'occupation s'est complètement modifiée. Au mépris pour les choses de la religion, à l'athéisme et à l'impiété ont succédé un esprit de tolérance et un engagement religieux qui stupéfient le peuple et les prêtres. Ainsi, au cours de l'année 1800, les troupes en garnison à Sion participent aux processions du Saint-Sacrement durant l'octave de la Fête-Dieu; les dimanches et les jours de fête, elles entendent la messe à Saint-Théodule; à leur demande, un service funèbre à la mémoire des soldats morts au service de la France est célébré par le curé de ville⁶¹. «Non seulement ils ne veulent pas scandaliser le monde chrétien, écrit le Chanoine de Rivaz, mais on dirait qu'ils ont reçu l'ordre de leur chef suprême de réparer le scandale de leur apostasie». Prudent, il ajoute: «La suite des événements, ..., nous prouvera si c'est là les premières démarches d'un sincère retour à l'unité catholique»⁶² ou seulement «un moyen de gagner la portion du peuple que la persécution philosophique semble avoir irrémédiablement aliénée de la révolution et de la domination française...»⁶³.

Alors que de nombreuses adresses dénoncent avec véhémence les agissements du représentant en Valais du gouvernement français, le général Turreau, la France et Bonaparte n'y sont que rarement nommés. Quand ils le sont, leurs auteurs utilisent un langage modéré, voire d'admiration, feinte sans doute, pour dire ce que les communes valaisannes et leurs habitants attendent de la Grande Nation et du Premier Consul. Deux exemples: Hérémence, Evolène, Nendaz, St-Martin, Mase, Nax, Salins, Veysonnaz admirent les «prodiges», le «courage» et la valeur «de la Grande nation française notre amie et notre alliée». Les «bienveillances» que la France a constamment témoignées à la République helvétique «tant par les Traités d'alliance entre les deux républiques, très utiles au peuple suisse, que pour les puissants secours si généreusement rendus, qui ont gravé dans nos cœurs une vive reconnaissance et une entière confiance, la bonté paternelle, la générosité du premier Consul Bonaparte, et les assurances données à Berne en 1798 par le général Sonambourg (Schauenbourg), ... nous mettent à l'abri de toute défiance pour l'avenir... Nous nous flattons que la Grande Nation Française voudra bien condescendre à nous laisser jouir ensemble des mêmes précieux avantages et [de ne pas] nous séparer de nos chers frères les dignes descendants de

⁵⁹ AF, B 491, p. 416 (6.4.1801).

⁶⁰ Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 14.

⁶¹ A.-J. DE RIVAZ, *op. cit.*, pp. 112, 113.

⁶² *Ibidem*, p. 113.

⁶³ *Ibidem*, pp. 112, 113.

Tell, nom si cher à nos cœurs, que nous ne saurions jamais oublier»⁶⁴. Les citoyens de la commune de St-Maurice prient quant à eux l'autorité helvétique de ne rien négliger pour obtenir de Bonaparte, «ce cœur magnanime, qu'il nous conserve à une patrie qui nous est chère; nous avons eu l'avantage de posséder ce héros dans notre enceinte lorsqu'il allait cueillir de nouveaux lauriers en Italie, et il a trouvé parmi nous des alliés fidèles, empressés à le seconder dans cette entreprise; nos sentiments sont toujours les mêmes à son égard, et il aura un titre de plus à notre reconnaissance s'il respecte le vœu d'un peuple libre qui désire conserver ses anciennes limites ainsi que ses anciennes habitudes»⁶⁵.

Les adresses des communes font-elles mention de voix favorables à la réunion du Valais à la France? C'est le cas de l'adresse d'Ardon: le 8 janvier 1802 la municipalité au complet, le juge du district de Martigny et le greffier municipal se rendent au domicile des citoyens actifs de la commune pour leur demander si leur volonté est de demeurer Suisses ou de devenir Français. Or, sur les 92 citoyens consultés deux optent pour la France⁶⁶. Malheureusement, l'adresse n'explique pas la raison de ce choix. Bien que ne citant pas de cas précis, la «Protestation» du 27 février 1802 mérite aussi d'être signalée. Ce document évoque notamment la possibilité de voir surgir des adresses partisans de la France produites en leur nom, signées par les autorités d'organisation militaire ou même revêtues de signatures individuelles. Or, dans l'un et l'autre cas, souligne la «Protestation», de telles adresses n'ont aucune valeur. «Dépourvues de toute espèce de titres à la confiance publique», ces autorités n'ont «aucun droit de parler au nom du peuple». Quant aux adresses revêtues de signatures individuelles, elles ne peuvent que résulter de la «crainte ou de la fatigue du malheur» ou encore «d'insinuations à l'aide desquelles la crédulité peut être abusée»⁶⁷. Vision réaliste des choses? Certainement. Les communes mesurent, en effet, l'influence néfaste que de telles adresses pourraient avoir sur les Valaisans, d'autant qu'un certain nombre d'entre elles, principalement du Bas-Valais, sont déjà «travaillées» par la propagande francophile de Turreau et de ses adeptes⁶⁸. C'est pourquoi, l'idée que des adresses ou des déclarations favorables à la France pourraient voir le jour, préoccupe à l'évidence les 74 communes. Il faut donc dénoncer à l'autorité helvétique la menace qui pèse sur le Valais; il importe aussi de réaffirmer avec force la volonté des Valaisans de demeurer unis à la Suisse⁶⁹.

⁶⁴ Cf. note 45.

⁶⁵ AF, B 491, p. 411 (7.4.1801).

⁶⁶ AF, B 587, p. 389 (8.1.1802).

⁶⁷ Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 114.

⁶⁸ Voir à ce sujet: SALAMIN, *op. cit.* (IV. «Les variations de l'esprit public»), pp. 174 ss.

⁶⁹ Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 114. — Signalons qu'en avril et juin 1801, un certain Georges-Christien Desloges, natif d'Anniviers, médecin, francophile convaincu, écrit à plusieurs reprises à Bonaparte pour lui dire notamment que la majorité du Bas-Valais ainsi que «toute la rive gauche du Rhône depuis Sion à Sierre et une partie de la droite» souhaitent la réunion à la France (AF, Copies Paris, cart. 332). Quelques requêtes écrites au nom de communes bas-valaisannes, inspirées probablement par Desloges — deux d'entre elles portent sa signature — ont aussi été adressées à Bonaparte en avril 1801 (*ibidem*). Ch.-E. de Rivaz qualifie Desloges d'«agitateur» (*op. cit.*, p. 26, note 1), A.-J. de Rivaz, d'«enthousiaste zéléateur des maximes révolutionnaires, et organisateur de désordre» (*op. cit.*, p. 138). Le sous-préfet du district d'Aigle, Deloës, considère Desloges «comme un homme dangereux par ses menées, et un Agent français secret» (AF, B 587, p. 315). Glutz, chargé du Département de l'intérieur de la République helvétique, dit que Desloges est «connu comme un agitateur, vendu au parti français» (*ibidem*).

Conclusion

Avec le dépôt de la «Protestation» du 27 février 1802 s'achève l'action entreprise une année auparavant par les communes valaisannes pour s'opposer au démembrement du canton. Cette ultime «adresse» collective n'a cependant pas l'heur de plaire à Bonaparte. Il est peu satisfait, en effet, «de l'espèce d'ostentation que le Gouvernement helvétique a mise à recevoir quelques individus se disant députés du Vallais, et à les admettre à déclamer contre les autorités françaises»⁷⁰.

Tandis qu'en février 1801 le Conseil exécutif était prêt à céder à la France la rive gauche du Rhône moyennant de justes compensations⁷¹, la diète helvétique de septembre 1801, on s'en souvient, avait pris une position diamétralement opposée en déclarant que le «Valais resterait canton et dans ses anciennes limites»⁷². Rien d'étonnant dès lors que l'accueil fait par l'autorité helvétique à la «Protestation» du 27 février 1802 soit des plus chaleureux: «Dites à vos commettants, écrit le président du Sénat à deux délégués des communes, Tousard d'Olbec et Pierre-Antoine de Preux, que le Sénat et le Petit-Conseil de l'Helvétie ont vu avec sensibilité et reconnaissance cette preuve touchante de leur dévouement à la commune patrie...»⁷³ La position délicate dans laquelle se trouve l'autorité helvétique vis-à-vis de la France, l'empêche cependant de faire des promesses formelles aux Valaisans au sujet de leur maintien dans la République helvétique; elle ne peut que les inviter à faire preuve de patience et à espérer: «La conservation du Valais à la Suisse est l'objet de tous les vœux de notre Gouvernement; c'est vers ce but que seront dirigées toutes ses démarches. Mais la décision même tient à des déterminations d'un ordre supérieur. Citoyens du Valais, attendez-la avec calme; ... Espérez cependant avec vos magistrats, que le premier consul de la République française ne sera pas insensible aux preuves des vertus patriotiques dont vous avez rempli les temps qui viennent de s'écouler. Espérez que juste et généreux autant que grand, il respectera vos droits rendus plus sacrés encore par vos malheurs et par votre faiblesse. Le Gouvernement va, d'après votre demande, faire déposer dans les archives de chaque canton la déclaration que vous lui avez remise, comme un monument durable de la fidélité du Valais à ses antiques liaisons. Soyez sûrs que chaque Suisse, qui entendra ce vœu de votre affection, y répondra par une affection semblable, et se réunira à vos vœux.»⁷⁴

Ces vœux, la population suisse les a déjà entendus; même le «voyage» de Berne ne lui a pas échappé. Charles-Emmanuel de Rivaz rapporte, en effet, qu'en regagnant le Valais, les députés «reçurent partout sur leur route des témoignages non équivoques de l'impression» que la démarche des 74 communes avait produite sur tous les esprits: «C'est chez vous, braves Valaisans, s'écriait-on de tous côtés, qu'il faut aller chercher les vrais Suisses. Pussions-nous tous vous ressembler.»⁷⁵

⁷⁰ AF, B 191, p. 213. — AS, VII, p. 1183, chiffre 10.

⁷¹ AS, VI, p. 730, chiffre 27.

⁷² Ch.-E. DE RIVAZ, *op. cit.*, p. 35.

⁷³ *Ibidem*, p. 119.

⁷⁴ *Ibidem*.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 118, note 1.